

I - QUESTIONS A CHOIX MULTIPLES (45%)

1- Un partenaire/employé dans un cabinet d'Experts Comptables Agréés, étudie périodiquement le progrès et l'avancement des connaissances du personnel, afin de s'assurer qu'ils développent le sens de responsabilité. C'est une preuve du respect du Cabinet des normes de:

- A- Contrôle de qualité
- B- Diligence professionnelle voulue
- C- Supervision et révision
- D- Travail sur le terrain

2- Selon les normes comptables, la personne qui examine les états financiers doit avoir une bonne formation technique et,

- A- Une indépendance à l'égard des états financiers et des informations supplémentaires.
- B- Une diligence professionnelle voulue, comme jugé par des contrôleurs de qualité
- C- Une compétence acquise de son expérience précédente.
- D- Une objectivité, vu que l'expert fait l'objet de supervision.

3- Selon les politiques de "Rogers &Co- Experts Comptables Agréés", tous les membres du département d'audit doivent soumettre un rapport hebdomadaire au chef de département, qui à son tour prépare un résumé hebdomadaire, concernant les écarts de budget, pour être révisé par Rogers &Co. A cet égard, cette procédure montre que Rogers &Co. est intéressé à bien respecter laquelle des Normes Internationales d'Informations Financières?

- A- Contrôle de qualité
- B- Diligence professionnelle voulue
- C- Révision adéquate
- D- Planification adéquate

4- Les normes d'audit stipulent que la diligence voulue doit être exercée durant l'audit. Cette norme signifie que l'expert chargé d'une mission, assume l'obligation d'effectuer chaque mission d'audit

- A- Comme un professionnel possédant le même degré de compétence que possèdent d'autres collègues dans le domaine.
- B- Conformément aux IFRS.
- C- Avec une diligence raisonnable, et sans aucune faute ou erreur.
- D- De manière à satisfaire les demandes des agences gouvernementales et des investisseurs qui comptent sur l'audit.

5- Le risque inhérent et le risque de contrôle sont différents du risque de détection dans le fait que le risque inhérent et le risque de contrôle

- A- Sont des éléments de risque d'audit alors que le risque de détection ne l'est pas.
- B- Peuvent être changés à la discrétion de l'auditeur alors que le risque de détection ne peut pas être changé

- C- Sont considérés au niveau du solde individuel des comptes alors que le risque de détection ne l'est pas
- D- Dépendent du client et de son environnement alors que le risque de détection n'en dépend pas.

6- Après avoir établi le minimum acceptable de "matérialité", l'auditeur doit se concentrer davantage sur les comptes individuels pour

- A- Découvrir les inexactitudes de peu d'importance
- B- Découvrir les inexactitudes de grande importance
- C- Tolérer la présence des inexactitudes dans les comptes
- D- Réduire le risque d'évaluation du risque de contrôle à un niveau très bas.

7- Lequel des points suivants fait partie de la définition de l'échantillon d'audit?

- A- Enquête et procédures d'observation
- B- Preuves documentées
- C- Evaluation de quelques caractéristiques
- D- Techniques de statistique

8- L'auditeur envisage le risque que l'audit ne révèle pas des inexactitudes matérielles dans le processus de comptabilité. Afin de réduire ce risque, l'auditeur compte en premier lieu sur

- A- Les tests principaux
- B- Le test de contrôle
- C- Le contrôle interne
- D- L'analyse statistique

9- Utiliser la méthode de proportion d'échantillonnage pour calculer le bilan vérifiée des comptes créditeurs de fin d'année, d'après les données suivantes:

	Nombre de comptes	Valeur comptable	Solde vérifiée
Population	4,100	\$ 5,000,000	?
Echantillon	200	\$250,000	300,000

10- L'auditeur doit obtenir des pièces justificatives relatives à tous les facteurs suivants concernant les poursuites lancées par un tiers contre un client, à l'exception de

- A- La période durant laquelle la cause sous-jacente du procès avait eu lieu
- B- La probabilité des résultats défavorables
- C- La juridiction compétente pour résoudre ce litige
- D- L'existence d'une situation indiquant une incertitude à propos d'une perte éventuelle.

11- Le Commissaire aux comptes doit demander au client d'envoyer une lettre de confirmation aux avocats, consultés à propos des litiges, des plaintes ou des évaluations. Le but de cette lettre est de fournir :

- A- Information sur le progrès des procès jusqu'à présent

- B- Documents preuves
 - C- Une estimation de la perte probable en dollars.
 - D- L'opinion d'un expert, jugeant si la perte est potentielle, probable ou minime.
-

12- L'auditeur qui fouille pour trouver des opérations de filiales doit avoir une idée sur la relation de chaque filiale avec toute entité Cela permet que l'audit des , car :

- A. Cela permet que l'audit des balances des comptes entre les compagnies a pris lieu simultanément
 - B. Les opérations entre les compagnies peuvent être faites selon des conditions équivalentes durant la durée des opérations.
 - C. Cela révèle que si des opérations particulières auraient eu lieu au cas où les parties n'étaient pas apparentées.
 - D. La structure de la gestion peut être conçue pour Voiler les transactions des parties liées.
-

13- Après l'identification des opérations de filiales, le commissaire aux comptes doit :

- A- Justifier que les opérations étaient faites selon les conditions équivalentes à celles adoptées durant toutes les opérations.
 - B- Discuter les résultats des opérations avec une tierce partie tel : l'avocat de l'entité et les banquiers.
 - C- Déterminer si les opérations étaient autorisées par le conseil d'administration ou par une autre partie officielle compétente.
 - D- S'assurer si les opérations auraient eu lieu s'il n'y avait pas des rapports d'apparentés.
-

14- Un auditeur indépendant découvre qu'une société commerciale occupe une place dans un immeuble de bureaux, possédé par un partenaire, sans frais. Ce fait indique un cas de :

- A- Fraude
 - B- Opérations des filiales
 - C- Bilan déguisé ou maquillé (Window Dressing)
 - D- Contrôle interne faible
-

15- Laquelle des procédures d'audit suivantes peut aider l'auditeur à identifier les conditions et les cas qui peuvent indiquer une certaine incertitude sur la continuité de l'entité?

- A- Examiner la conformité avec les conditions des contrats de dette.
 - B- Confirmation des comptes débiteurs des principaux clients.
 - C- Réconciliation des charges d'intérêt avec les créances non payées.
 - D- Confirmation des balances des comptes bancaires.
-

16- Un client avait reçu 25% de son capital social en circulation, après la fin de l'année et avant l'achèvement des travaux de l'auditeur. Dans ce cas, le commissaire aux comptes doit :

- A- Conseiller l'administration de réajuster les états financiers pour refléter l'acquisition.
- B- Préparer une formule des états financiers ou l'acquisition se présente comme ayant lieu à la fin de l'année.

- C- Conseiller l'administration de mentionner l'acquisition dans les notes des états financiers.
- D- Mentionner l'acquisition dans le paragraphe réservé à l'opinion de l'auditeur.

17- Un commissaire aux comptes conclut qu'une procédure d'audit nécessaire pendant l'audit de la période antérieure a été négligée. Lequel des facteurs suivants peut conduire le commissaire aux comptes à appliquer cette procédure?

- A. Il n'y a pas d'autres procédures alternatives qui peuvent fournir la même évidence comme la procédure négligée.
- B. L'omission de la procédure affaiblit la capacité présente du commissaire aux comptes à soutenir l'opinion précédemment exprimée.
- C. Les documents de base, nécessaires pour appliquer la procédure négligée sont encore disponibles.
- D. L'opinion du commissaire aux comptes sur les états financiers de la période antérieure était sans réserves.

18- L'objectif fondamental des procédures d'analyses, utilisées dans la dernière étape de révision d'un audit, est :

- A- Obtenir une évidence des détails examinés pour confirmer des assertions particulières.
- B- Identifiez les zones qui représentent des risques spécifiques pertinents à l'audit.
- C- Aidez le commissaire aux comptes à évaluer la justesse des conclusions tirées.
- D- Dissiper les doutes quand les questions se posent au sujet de la continuité d'un client.

19- Avant d'exécuter une révision des états financiers d'une entité privée, un comptable doit :

- A- Compléter une série d'enquêtes à propos des procédures de l'entité pour enregistrer, classer, et résumer les transactions.
- B- Appliquer des procédures analytiques pour fournir une assurance limitée qu'aucune modification matérielle ne devrait pas être introduite aux états financiers.
- C- Avoir un niveau suffisant de connaissance des principes de la comptabilité et les pratiques de l'activité dans laquelle l'entité opère.
- D- Se renseigner si l'administration a négligé considérablement toutes les Normes Internationales d'Information Financières (IFRS).

20- Lors de la révision de l'information financière provisoire, le travail du commissaire aux comptes consiste, en premier lieu, être provisoire, le travail du commissaire aux comptes consiste, en premier lieu, à :

- A- Étudier et évaluer un certain nombre de documents qui soutient l'information financière provisoire.
 - B- Scruter et examiner les états financiers internes, préparés par le client.
 - C- Investiguer et appliquer des procédures analytiques à propos des problèmes de comptabilités.
 - D- Confirmer et vérifier les soldes des comptes significations à la date intérimaire.
-

December Exam 2016

21- Laquelle des procédures suivantes ne sont pas appliquée généralement par le comptable durant la révision d'une entité privée?

- A- Communiquer toutes faiblesses matérielles découvertes pendant l'étude du contrôle interne
 - B- Lire les états financiers pour s'assurer s'ils sont conformes aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).
 - C- Écrire une lettre d'engagement pour parvenir à un accord concernant les services à exécuter.
 - D- Publier un rapport soulignant que la révision a été exécutée conformément aux règles établies par les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS)
-

22- L'objectif typique d'un audit opérationnel, c'est que le commissaire aux comptes puisse:

- A. Déterminer si les états financiers présentés reflètent adéquatement « Fairly » les opérations de l'entité.
 - B. Évaluer la possibilité d'atteindre les objectifs opérationnels de l'entité.
 - C. Faire des recommandations pour améliorer la performance.
 - D. Préparer un rapport concernant le succès relatif de l'entité à maximiser les bénéfices à réaliser.
-

23- Laquelle des procédures suivantes pourrait fournir l'évidence de l'audit le plus fiable?

- A. Les enquêtes effectuées auprès du personnel de l'audit interne du client faites en privé.
 - B. L'inspection des ordres d'achat du client pré-numérotés et classés dans le département de la collecte des factures.
 - C. Procédures analytiques appliquées par le commissaire aux comptes sur la balance générale de l'entité.
 - D. L'inspection des relevés de compte, obtenus directement de l'institution financière du client.
-

24- le troisième principe des travaux sur le terrain stipule que l'évidence certaine et suffisante peut, en quelque sorte, être obtenue par la voie de l'inspection, l'observation, les enquêtes, et les confirmations, afin de fournir une base raisonnable pour formuler une opinion concernant les états financiers sous examen. L'évidence exigée par cette règle peut être obtenue, en quelque sorte, à travers:

- A. Les procédures analytiques
 - B. Les dossiers de travail du commissaire aux comptes
 - C. Le révision du contrôle interne
 - D. La planification adéquate de l'audit
-

25- La plus grande tâche du commissaire aux comptes indépendant en donnant une opinion sur états financiers consiste à :

- A- Étudier le contrôle interne
 - B- Obtenir et examiner les évidences
 - C- Examiner les opérations au comptant
 - D- Comparer les écritures comptables enregistrées avec les actifs
-

26- L'administration prépare les estimations comptables et le commissaire aux comptes est responsable pour évaluer le caractère raisonnable des évaluations. Lors de l'évaluation des estimations, lequel des points suivants ne serait pas l'objectif du commissaire aux comptes ?

- A- Toutes les estimations comptables qui pourraient être importantes aux états financiers ont été développées.
 - B- Les estimations comptables développées par l'administration sont exactes à 100%.
 - C- Les estimations comptables développées par l'administration sont raisonnables.
 - D- Les estimations comptables sont présentées conformément aux Normes (IFRS).
-

27- Lequel des points suivants doit comporter le contrôle interne efficace sur les salaires ?

- A- Le temps total enregistré sur les cartes de pointage, devrait être conforme avec les rapports des responsables.
 - B- Les employés du département des salaires doivent être surveillés par l'administration du service du personnel.
 - C- Les employés du département des salaires doivent maintenir les registres des employés.
 - D- Le temps total passé doit être comparé avec le temps total indiqué sur les cartes de pointage.
-

28- Laquelle des questions suivantes que le commissaire aux comptes inclurait très probablement dans le questionnaire du contrôle interne pour les effets à payer ?

- A- Est-ce que les actifs, qui garantissent les effets à payer, sont fort nécessaires pour la continuité de l'entité
 - B- Est-ce que deux ou plus des signatures autorisées sont exigées sur les chèques qui remboursent des effets à payer ?
 - C- Est-ce que les montants des recettes des effets à payer sont utilisés pour l'achat des actifs non courants ?
 - D- Est-ce que les emprunts directs sur les effets à payer sont autorisée par le conseil d'administration ?
-

29- Quelle est la meilleure mesure que l'administration doit prendre pour éviter le détournement d'un grand portefeuille de titres en circulation ?

- A- Exiger qu'un employé digne de confiance soit responsable du coffre ou les titres sont gardés.
 - B- Exiger que les employés qui entrent et quittent la région de la bonne garde doivent signer et mentionner dans un registre la raison exacte pour leur accès.
 - C- Exiger que les employés impliqués dans la fonction de la bonne garde doivent maintenir un grand livre du contrôle subsidiaire pour les titres sur une base courante.
 - D- Exiger que la fonction de la bonne garde des titres soit assignée à une banque qui agirait comme un agent de surveillance>
-

30- Quand il y a un mouvement important sur les propriétés et les matériels et équipements pendant l'année, un commissaire aux comptes, visant à évaluer habituellement le risque du contrôle au niveau minimum, projette de comprendre le contrôle interne et d'appliquer :

- A- Les tests de contrôles, tests de propriété approfondis, et des balances des équipements à la fin de l'année.
- B- Tests de contrôle approfondis pour la propriété de l'année courante et les opérations des équipements.
- C- Tests de contrôles et tests limités sur la propriété de l'année courante et les opérations d'équipements.
- D- Procédures analytiques pour les propriétés et les balances de l'équipement à la fin de l'année.

31- La faiblesse du contrôle interne sur le fait d'enregistrer les équipements retirés de la circulation, peut conduire le commissaire aux comptes à :

- A- Examiner certains articles d'équipements dans l'entité et suivre leurs traces dans les registres comptables.
- B- Réviser le grand livre (auxiliaire) pour s'assurer si la dépréciation a été appliquée sur chaque article des équipements pendant l'année.
- C- Tracer des additions dans la section « autres actifs » pour découvrir un article qui est encore en possession mais n'est plus utilisé.
- D- Choisir certains articles d'équipements du registre comptable et les localiser dans l'entité.

32 – Laquelle des activités suivantes est la plus importante du contrôle interne sur les acquisitions de la propriété, local, et équipements?

- A. Etablir une politique écrite de la compagnie qui distingue entre capital et dépenses du revenu
- B. Utiliser un budget pour prévoir et contrôler les acquisitions et les équipements retirés
- C. Analyser les écarts mensuels entre dépenses et coûts réels
- D. Exiger que les acquisitions doivent être faites par les départements utilisateurs

33. Les acquisitions des équipements, classifiées par erreur comme dépense de l'entretien, seraient relevées par un contrôle qui prévoit une:

- A. séparation des devoirs d'employés dans le département des comptes créditeurs
- B. Vérification indépendante des factures réglées et enregistrées comme acquisitions des équipements
- C. Enquête sur les écarts dans un budget prévisionnel formel
- D. Autorisation par le conseil d'administration de l'acquisition des équipements

34 – Pendant l'audit, le commissaire aux comptes indépendant a identifié l'existence d'une condition signalée dans le rapport de contrôle interne du client et a communiqué oralement cette découverte à la direction générale du client et au comité d'audit. Le commissaire aux comptes doit :

- A. Considérer les conditions signalées comme une limitation de l'étendue et par conséquent s'abstenir de donner une opinion
- B. Documenter le problème dans les dossiers de travail et considérer les effets de la condition sur l'audit

- C. Suspendre toutes les activités d'audit en attendant les recommandations du comité d'audit du client
- D. Se retirer de la mission

35- Est-ce qu'un commissaire aux comptes devrait communiquer les points suivants à un comité d'audit d'une entité publique?

	<i>Ajustements importants d'audit</i>	<i>La consultation de l'administration concernant les ajustements de comptabilité importantes</i>
A.	Oui	Oui
B.	Oui	Non
C.	Non	Oui
D.	Non	Non

A. A
B. B
C. C
D. D

36- Quand un commissaire aux comptes publie une opinion sans réserves sur le contrôle interne d'une entité, il est sous-entendu que:

- A. L'entité n'a pas violé les provisions de Foreign Corrupt Practices Act
- B. La probabilité de fraude d'administration est minimale
- C. Les registres financiers sont suffisamment fiables pour autoriser la préparation des états financiers
- D. Le système de contrôle interne est en conformité avec les critères établis par le comité d'audit

37. Pour lequel des jugements suivants un commissaire aux comptes indépendant peut assumer la responsabilité avec le contrôleur interne d'une entité qui est supposé être à la fois compétent et objectif

	<i>Materialité des déclarations fausses</i>	<i>Evaluation des estimations comptable</i>
A.	Oui	Non
B.	Non	Oui
C.	Non	Non
D.	Oui	Oui

A. A
B. B
C. C
D. D

38. Si le commissaire aux comptes indépendant décide que le travail, exécuté par les contrôleurs internes, peut avoir une portée sur les propres procédures, il devrait considérer l'objectivité des contrôleurs internes. La méthode qui permet de juger l'objectivité consiste à:

- A. Examiner les recommandations faites dans les rapports des commissaires aux comptes internes

December Exam 2016

- B. Examiner, sur une base de test, les documents preuves du travail exécuté par les contrôleurs internes.
- C. Se renseigner de la direction au sujet des compétences du personnel de l'audit interne
- D. Considérer les mesures adoptées par le client pour embaucher, former, et surveiller le personnel de l'audit interne

39. L'attitude de l'administration envers un rapport financier agressif et la remarque accentuée d'avoir rencontré des prévisions des buts de profit, influencerait considérablement l'environnement du contrôle d'une entité quand:

- A. le comité de l'audit est actif dans la surveillance des politiques du rapport financier de l'entité
- B. Les politiques externes établies par les parties à l'extérieur de l'entité affectent les pratiques de la comptabilité
- C. L'administration est dominée par un individu qui est aussi actionnaire
- D. Les contrôleurs internes ont un accès au conseil d'administration et à l'administration de l'entité

40- lequel des services professionnels suivants serait considéré un engagement attesté?

- A. Une mission de consultation pour fournir un conseil au client, concernant les systèmes de l'information de la comptabilité
- B. Un engagement de faire un rapport sur la conformité avec les exigences légales
- C. Un engagement de l'impôt sur le revenu pour préparer les déclarations fiscales
- D. La compilation des états financiers en ayant recours aux records comptables du client

41 Il ne serait pas approprié que l'auditeur entreprend une discussion avec le comité d'audit

- A. La mesure dans laquelle le travail des auditeurs internes influencera le cadre de l'examen.
- B. Détails des procédures que l'auditeur a l'intention d'appliquer.
- C. La mesure dans laquelle le changement dans l'organisation de la société influencera le cadre de l'examen.
- D. Détail des problèmes potentiels que l'auditeur croit peut causer une opinion qualifiée.

42- Skates, un auditeur indépendant, a été recruté pour examiner les états financiers de Apex Incorporated, un mois après la fin de son exercice fiscal. Bien que Skates n'a pas observé l'inventaire physique, et que les comptes clients n'ont pas été confirmés par une communication directe avec les clients, Skates a pu obtenir satisfaction à travers l'application de procédures alternatives d'audit. Le rapport d'audit de Skates comportera certainement

- A:** "Sauf pour" opinion réservée
- B:** Opinion sans réserve et un paragraphe explicatif
- C:** Soit une opinion avec réserve ou un refus de certifier
- D:** Une opinion sans réserve type.

43- "Les événements ultérieurs" aux fins de présentation des rapports sont définis comme étant des événements survenant après

- A:** La date du bilan.
- B:** La date du rapport de l'auditeur.
- C:** La date du bilan mais avant la date du rapport de l'auditeur.

D: La date du rapport de l'auditeur et des engagements/risques qui ne figurent pas dans les états financiers:

44- Lorsqu'un auditeur conclut qu'il existe des doutes substantiels sur la capacité d'une entité à poursuivre ses affaires en tant qu'entreprise viable pour une période de temps raisonnable, il lui incombe de faire ce qui suit:

A: Préparer des informations financières futures afin de vérifier si les plans de l'administration peuvent être effectivement appliqués.

B: Projeter des conditions et événements futurs pour une période d'un an au maximum après la date d'émission des états financiers.

C: Emettre un avis avec réserve ou un avis défavorable, selon le degré de matérialité, en raison de l'impact sur les états financiers.

D: Se pencher sur la pertinence de l'information à propos de l'incapacité possible de l'entité à poursuivre ses affaires en tant qu'une entreprise viable.

45- Lorsque les états financiers d'une entité non publique se rapportant à une période antérieure n'ont pas été vérifiés et sont présentés, à des fins de comparaison, avec des états relatifs à la période en cours et ayant été vérifiés,

A: L'auditeur devrait demander d'enlever les états financiers antérieurs non vérifiés étant donné qu'il serait inconvenant de les présenter à des fins de comparaison avec des états financiers vérifiés.

B: L'auditeur devrait identifier les états financiers qui n'ont pas été vérifiés et ce, dans un paragraphe séparé dans le rapport de l'auditeur joint aux états financiers en cours.

C: Les états financiers non vérifiés ne devraient pas porter la mention "non vérifié", vu que ceci pourrait confondre les utilisateurs des ces états financiers.

D: Le rapport de l'auditeur joint aux états financiers ne devrait pas mentionner que les états financiers relatifs à la période passée ne sont pas vérifiés, mais les états financiers non vérifiés devraient porter la mention "non vérifié".

II- VRAI OU FAUX (15%)

1- Les rapports de révision sont normalement datés à partir de la date du bilan du client.

2- Parmi les trois types de procédés d'attestation, les procédés d'examen assurent un degré d'assurance plus élevé que les procédés convenus de vérification, mais moins que les procédés de révision.

3- Le risque d'audit est le risque qu'il y ait un échec de vérification dans une mission donnée d'audit.

4- La négligence grave signifie l'existence d'une négligence extrême ou inhabituelle dans l'intention de commettre une escroquerie.

5- Plusieurs experts en matière de litiges/d'arbitrages estiment qu'une lettre de mission bien rédigée réduit considérablement les préjudices éventuelles des mesures légales:

6- A part s'enquérir de l'administration sur les politiques en place pour prévenir tout acte illégal, et savoir si l'administration est au courant de lois ou réglementations ayant été enfreintes par la société, l'auditeur ne devrait pas se pencher sur des actes illégaux n'ayant pas un effet direct sur

les états financiers, à moins qu'il y ait une certaine certitude qu'il pourrait y en avoir.

7- Lorsqu'un auditeur estime la présence éventuelle d'un acte illégal, la première démarche qu'il/elle devrait prendre consiste à réunir des preuves supplémentaires pour déterminer l'étendue et la gravité de l'illégalité en cause, et savoir s'il y a un impact direct sur les états financiers.

8- L'objectif du timing de l'audit de la transaction est lié à l'affirmation de la date de clôture des comptes.

9- Les tests de détails des soldes impliquent typiquement le recours à des comparaisons et aux interrelations entre les comptes pour évaluer l'exactitude raisonnable des soldes des comptes.

10- Les droits et obligations constituent la seule affirmation relative au solde en l'absence d'une affirmation relative à une transaction similaire.

11- Lorsque des procédures analytiques révèlent des fluctuations inhabituelles dans un solde de compte, l'auditeur effectuera probablement moins de tests de détails de ce même compte et augmentera les tests de contrôle liés au compte.

12- Une lettre de mission peut affecter les responsabilités juridiques d'un cabinet d'experts comptables à l'égard du client, mais elle n'a aucun effet sur sa responsabilité envers les utilisateurs externes des états financiers vérifiés.

13- Si un auditeur externe désire s'en remettre au travail d'auditeur(s) interne(s), il devrait obtenir des preuves satisfaisantes sur la compétence, l'intégrité et l'objectivité de cet auditeur interne.

14- Les vérifications répétées joignent l'observation à l'inspection et à l'enquête aux fins de s'assurer que les contrôles mis en place par l'administration ont été appliqués.

15- Dans la lettre type d'enquête adressée à l'avocat par son client, l'avocat en charge est tenu de fournir des informations sur les engagements et risques encourus dans les actions en cours ayant un impact sur les états financiers jusqu'à la date de présentation du bilan

III - CAS (40%)

CAS 1 de 2

L'audit exécuté de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2007 de Tribble Corporation a pris fin le 17 mars 2008. Les états financiers et le rapport de l'auditeur ont été émis et envoyés par poste aux actionnaires en date du 29 mars 2008. Dans chacune des situations concrètes suivantes (1 à 5), indiquer l'action qu'il conviendrait de prendre (a,b,c, d ou e). les actions possibles sont comme suit:

- a. Ajuster les états financiers relatifs à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2007.
- b. Divulguer les informations dans les notes complémentaires dans les états financiers relatifs à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2007.

December Exam 2016

- c. Demander au client de réviser et d'émettre de nouveau les états financiers relatifs à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2007. La révision devrait impliquer la rectification des états financiers relatifs à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2007.
- d. Demander au client de réviser et d'émettre de nouveau les états financiers relatifs à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2007. La révision devrait impliquer la mention des ajustements dans les notes complémentaires, mais sans rectification des états financiers relatifs à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2007.
- e. Nulle action n'est requise.

Réponses

Les scénarios sont comme suit:

- 1. Le 16 janvier 2008, des poursuites judiciaires ont été intentées contre Tribble pour contrefaçon de brevet qui aurait eu lieu début 2005. Selon l'avis des avocats de Tribble, il existe un danger raisonnable (mais non probable) que Tribble encourt des pertes considérables.
- 2. Le 19 février 2008, Tribble a réglé en dehors des tribunaux une action ayant été disposée en 2002, laquelle action figure actuellement parmi les passives éventuels.
- 3. Le 30 mars 2008, Tribble a réglé en dehors des tribunaux une action ayant été disposée en 2004, laquelle action figure actuellement parmi les engagements au sein des passifs éventuels.
- 4. Le 2 février 2008, vous avez découvert une poursuite non assurée contre Tribble ayant été disposée le 30 août 2007.
- 5. Le 7 avril 2008, vous avez découvert qu'un débiteur de Tribble a fait faillite le 22 janvier 2008, en raison d'un grand incendie non assuré survenu le 2 janvier 2008.

CAS 2 de 2

Faire correspondre les sept expressions suivantes (a-k) aux définitions ci-dessous (1-7):

- a. Objectifs de l'audit lié au solde des comptes clients
- b. Balance âgée
- c. Procédures alternatives
- d. Forme de confirmation en blanc
- e. Inexactitude dans la clôture des comptes
- f. Fiche de planification des preuves
- g. Lettre de confirmation négative
- h. Lettre de confirmation positive
- i. Valeur réalisable des comptes clients
- j. Différence dans le temps dans la confirmation d'un compte client
- k. Confirmation de la facture

Réponses

- 1. Le suivi d'une lettre de confirmation positive non retourné par le débiteur avec des documents justificatifs à l'appui pour déterminer si les comptes clients sont bien enregistrés, suivis et prêts au recouvrement.

December Exam 2016

- _____ 2. Une lettre adressée au débiteur, demandant au destinataire d'indiquer directement dans cette lettre si le solde de ces comptes tel que déclaré est correct ou incorrect et, s'il est incorrect, de quel montant.
- _____ 3. Les inexactitudes survenant suite à des transactions effectuées durant la période en cours et **enregistrées** dans une période ultérieure, ou des transactions réalisées dans une période ultérieure et **enregistrées** dans la période actuelle.
- _____ 4. Une forme utilisée pour aider l'auditeur à décider si la planification du risque de détection pour les tests de détails des soldes devrait être bas, moyen ou élevé pour chacun des objectifs d'audit liés au solde.
- _____ 5. Une lettre adressée au débiteur, exigeant une réponse uniquement si le destinataire s'oppose au montant du solde des comptes déclaré.
- _____ 6. Une différence signalée dans une confirmation reçue d'un débiteur résultant d'une différence de timing entre les registres du client et ceux du débiteur; et par conséquent, il ne s'agit pas d'une inexactitude.
- _____ 7. La liste des soldes dans le dossier principal des comptes clients à la date du bilan répartis selon l'âge des comptes obtenu entre la date de vente et le solde des clients à la date du bilan.